



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 29/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**VOIRIOT**

carrière de BLEURVILLE

Références : S-23-1316RP

Code AIOT : 0003013164

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2023 de la carrière implantée lieu-dit " Noirmont " 88410 Bleurville. L'inspection a été annoncée le 19/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de la déclaration de début des travaux réalisée en juin 2023.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VOIRIOT
- lieu-dit " Noirmont " 88410 Bleurville
- Code AIOT : 0003013164
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- carrière

La carrière de BLEURVILLE est une ancienne carrière qui avait été remise en état en 2014.

La société a sollicité la réouverture de la carrière. Elle a été autorisée par l'arrêté préfectoral n° 43/2022 du 17 juin 2022.

**Le thème de visite retenu est le suivant :**

- point sur les aménagements préliminaires suite à la déclaration de début de travaux.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 2.1.2.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Extraction des matériaux	Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 3.5	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration de début de travaux	Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 2.8	/	Sans objet
2	Panneaux d'identification	Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 2.7.2	/	Sans objet
3	Voie d'accès	Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 2.7.3	/	Sans objet
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 1.5.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi écologique est à mettre en place.

Il convient de sécuriser les zones présentant des surplombs.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Déclaration de début de travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 2.8
<b>Thème(s) :</b> Autre, déclaration début d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Une fois les travaux d'aménagement préliminaires définis aux articles 2.7.1 (bornage) et 2.7.2 (panneau d'identification) réalisés, l'exploitant adresse au préfet des Vosges la date de début d'exploitation de la carrière, ainsi que le document établissant la constitution des garanties financières.
<b>Constats :</b> La déclaration de début de travaux a été transmise par courrier du 14 juin 2023. La déclaration indiquait que les travaux d'exploitation de la carrière ont débuté le 24 mai 2023. Le courrier était accompagné de l'acte de cautionnement de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Panneaux d'identification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 2.7.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Identification
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.</p> <p>L'exploitant est tenu d'installer en tous points nécessaires :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• des panneaux interdisant l'accès du public au site ;</li><li>• des panneaux avertissant des dangers du site ;</li><li>• des panneaux signalant l'interdiction de décharge de quelque matériau que ce soit.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Un panneau est implanté à l'entrée du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Voie d'accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 2.7.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, voie d'accès
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité routière. En tant que de besoin les débouchés sur la voirie publique sont pré-signalés.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'accès à la carrière sur la route départementale est dégagé et offre un grand champ de vision.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 1.5.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, acte de cautionnement
<b>Prescription contrôlée :</b> Le montant de l'acte de cautionnement pour la phase 1 est de 64 570 €
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis l'acte de cautionnement de la carrière par courrier du 14 juin 2023. Le montant de l'acte a été actualisé et il est de 70 651 €. Il est valide du 05 juin 2023 au 17 juin 2027.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Suivi écologique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 2.1.2.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, suivi écologique
<b>Prescription contrôlée :</b> Un programme de suivi est élaboré dès l'obtention de l'autorisation, comprenant les objectifs de suivi, les modalités, les critères, la fréquence, le nombre de passage par année de suivi, les périodes de passage, le protocole de collecte des données. Ce programme de suivi est à mettre en place durant toute la durée d'exploitation de la carrière.  Le programme de suivi comporte a minima : <ul style="list-style-type: none"><li>• la mise en œuvre et l'efficacité des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement ;</li><li>• le suivi de la population d'espèces protégées présentes aujourd'hui et de celles qui arriveraient sur le site ;</li><li>• le suivi de l'évolution des habitats d'espèce ;</li><li>• le suivi des espèces exotiques envahissantes.</li></ul> Une fois élaboré, le programme de suivi doit être transmis à la DREAL pour validation sous un délai 3 mois.
<b>Constats :</b> L'exploitation de la carrière a débuté en mai 2023. L'exploitant n'a pas mis en place le programme de suivi. <b>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place le programme de suivi sous un délai de 3 mois.</b> Passé ce délai, il sera proposé à Madame la préfète des Vosges de mettre en demeure l'exploitant de réaliser ce programme.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Extraction des matériaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fronts ainsi que les tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté des surplombs liés à une exploitation ancienne de la carrière. Cette carrière est exploitée par campagne. <b>Il est demandé à l'exploitant de mettre en sécurité ces zones dans un délai de 3 mois : limiter l'accès par des merlons ou stocks de matériaux, et remanier ces fronts de tailles lors des prochaines campagnes d'extraction.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet